

Rwanda/Ouganda/RDC/Burundi : bruits de bottes aux frontières du Rwanda

La Libre Belgique, 25 avril 2019 La communauté internationale s'inquiète de la tension croissante aux frontières du Rwanda. Plusieurs pays invitent ainsi leurs ressortissants à la prudence s'ils se rendent au Rwanda, en particulier dans les zones frontalières avec l'Ouganda, le Burundi et la RDCongo. Kigali redoute en effet une attaque d'opposants armés soutenus par Kampala et Bujumbura, menée depuis le Kivu congolais.

Après le Canada, l'Allemagne, voire la Belgique, l'Australie invite également ses ressortissants en particulier le long des frontières du Rwanda avec le Congo, le Burundi et l'Ouganda. Ces avertissements surviennent alors que la tension ne cesse de monter, depuis un an, entre l'Ouganda et le Rwanda. Kigali accuse Kampala de soutenir, via son service de renseignement militaire, le CMI, des combattants hostiles au président rwandais Paul Kagame. Il agit de dissidents armés du FPR (Front patriotique rwandais, au pouvoir au Rwanda), regroupés autour de l'ex-général Kayumba Nyamwasa, réfugié depuis 2010 en Afrique du Sud, où il a été victime d'une tentative d'assassinat attribué au nom de RNC (Rwanda National Congress). Ce groupe serait responsable d'attaques à la grenade dans des lieux publics au Rwanda. Il est allié à ses anciens ennemis FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda, issues de groupes hutus rwandais) au Sud-Kivu, selon Kinshasa. Une alliance non officielle publiquement, en janvier dernier, par le président Kagame, comme l'œuvre de certains pays voisins. Près d'Uvira appuyés par des combattants burundais (Bujumbura entretient des relations exécrables avec le Rwanda, qui accueille de nombreux réfugiés burundais fuyant les exactions de la milice du président Nkurunziza, les Imbonerakure), ces forces rwandaises anti-Kagame sont regroupées dans la forêt de Bijombo, selon le rapport du 31 décembre 2018 des experts de l'Onu pour la RDCongo, dans le territoire d'Uvira (Sud-Kivu), frontalier avec le Burundi. Elles reçoivent via ce pays nouvelles recrues, armes, munitions et médicaments et seraient nourries par des Banyamulenge, Tutsis congolais vivant sur les hauts-plateaux du Sud-Kivu. Selon Kigali, elles sont les auteurs d'attaques enregistrées dans la forêt de Nyungwe et de la Kibira, dans la province rwandaise frontalière avec le Burundi. En janvier dernier, le ministre congolais sortant de la Défense, Crispin Atama, avait critiqué la représentation spéciale du secrétaire général de l'Onu, l'Algérienne Leïla Zerrougui, pour des casques bleus à l'armée congolaise pour « contrecarrer l' collaboration de ce macabre projet qui déstabilise davantage la sous-région ». Kampala informé par le RCN Kampala, de son côté, nie tout soutien aux forces armées anti-Kagame et accuse le Rwanda d'empêcher la libre circulation des biens et des personnes à leur frontière commune. En mars, le ministre rwandais des Affaires étrangères, Richard Sezibera a conseillé publiquement aux Rwandais de ne plus se rendre en Ouganda, où une quarantaine de leurs concitoyens sont détenus, selon Kigali, et des centaines expulsés. Des commerçants rwandais ont dû fuir le pays après avoir été intimidés par le CMI, qui les accuse d'espionnage ou de possession d'armes et les rançonne. Par ailleurs, plusieurs officiers ougandais ont été arrêtés dans leur pays sur l'accusation d'agir en faveur de Kigali à des accusations qui auraient été formulées auprès de Muhoza, indiquait RFI en février dernier. Par Marie-France Cros.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});